

Et pourquoi pas une force d'intervention arabe en Syrie ?

Kofi Annan vient d'annoncer qu'il s'en irait fin août à l'issue de son mandat devant la gravité des coûts humanitaires en Syrie, les menaces exceptionnelles sur la paix et la sécurité internationale, la militarisation croissante sur le terrain, le manque d'unité au sein du Conseil de Sécurité, que ce dernier n'a pas immédiatement endossé les conclusions de la réunion de Genève sur les principes d'une transition politique.

Vous avez déjà lu certains articles impliquant l'ONU sur les réalités d'un Etat Palestinien et sur certaines pistes de sortie de crise en Syrie. Ce tournant confirme certaines réalités et j'aurais aussi pu faire un article sur « mais à quoi sert donc l'ONU » ?

Par François CHARLES

Economiste, conseil en stratégie et management
Président de l'IRCE

Les interventions ou les situations de statut quo sont liées soit à l'absence de réel enjeu de Pouvoir « sur » ou Pouvoir « pour », soit à l'absence de Protection suffisante suite à une volonté de Permission d'intervention. (3P). On imagine que les analyses forces, faiblesses, opportunités, menaces (SWOT), les GROW, les SMART, analyses de risque sont nombreuses. Mais je sais bien, en

connaissance de cause, qu'elles ne sont pas aussi structurées car ces méthodes ne sont pas apprises dans les écoles de science politiques et la gestion de crise est souvent faite en coin de table ou en comité restreint

On se souvient des mots d'un Président chinois envers son homologue français, lui demandant d'arrêter son ingérence et faisant volontiers un raccourci entre le Tibet et la Corse. On se souvient du laisser faire indifférent, impuissant ou contrôlé des actions russes en Tchétchénie et plus avant en Hongrie et Tchécoslovaquie sans interventions occidentales avec un deuil non encore fait. On se souvient du Japon en Chine, de l'Allemagne entrée à l'ouest du Rhin ou en Autriche, de celle de l'Italie en Ethiopie. Mais il y eut également et heureusement de la non intervention sociétiquie en Allemagne de l'Est en 1989 qui laissa le mur s'écrouler et la tension que nous ressentions dans nos régiments en Allemagne, désormais retomber.

Mais on se souvient aussi du laisser faire de l'intervention alliée en Irak, en Afghanistan ou en Lybie, l'entrée en guerre des Etats-Unis après l'attaque de Pearl-Harbour en réaction au blocus économique du Japon; de l'entrée en guerre du Royaume Uni puis de la France en sept 1939 ou plus avant avec Napoléon lors de

l'agression de la Pologne, apparemment stratégique, de la vive tension apparue à Cuba où le choc a peut-être été évité grâce à un pacha de navire et des interventions plus ou moins rapides en Afrique souvent par une force continentale.

La Syrie et son accès à la mer, semble représenter un intérêt autrement plus stratégique pour la Russie que d'autres pays et le président Poutine cherche à jouer les protecteurs loyaux à moins qu'il n'ait le testament de Pierre le Grand dans la poche ? A quoi joue vraiment la Russie ? Pourquoi n'a-t-elle pas réagi chez son ancien allié égyptien ? Serait-elle en meilleure santé désormais pour intervenir militairement ? On peut comprendre que le dirigeant russe veuille exister et surtout ne pas être dépendant. Mais n'est-ce pas non plus nous qui sommes trop exigeants ni *interdépendants* en réclamant le départ automatique de Bachir El-Assad s'il s'avère qu'il puisse y avoir une autre solution pour arrêter ces tueries ? Quel est également notre réel objectif ?

Aussi, pourquoi, la ligue arabe, qui s'oppose à l'attitude du Président Syrien, mais qui pourrait plutôt jouer un rôle facilitatrice, ne pourrait-elle pas constituer une force armée d'intervention sur ses territoires, et donc

en Syrie, comme elle l'avait créée au Liban avec la mise en place d'une certaine solution de rechange ?

Certes les réalités sont différentes qu'en 1976 au Liban où il s'agissait essentiellement de régler le problème palestinien. Mais la ligue arabe aurait-elle des souvenirs mitigés de la création de la *force symbolique de sécurité* rebaptisée en *force de dissuasion* et des *casques verts* où il s'agissait de remplacer la force syrienne dont le contingent fut finalement majoritaire et où Damas avait tout fait pour contrer l'application du plan de paix de la ligue arabe. Mais était-ce peut-être une autre meilleure solution de rechange (MESORE) pour lui aider à montrer l'exemple.

La Russie et la Chine ont toussé pour avoir été trompés sur le sort du dirigeant lybien mais qu'en avaient-ils réellement à faire ? N'auraient-ils pas envie de jouer à *cette fois je te tiens salaud* ou au *tribunal* ? Et les autres ne seraient-ils pas en train de jouer à *Sans toi* ? Les alliés sont-ils en train de penser avant de franchir la ligne imaginaire et passer à l'action ?

Qu'en pense Israël inquiète de la pérennité de son traité de pays avec son voisin et qui

peut jouer à l'enfant rebelle en pleine campagne présidentielle américaine ?

« Ce monde est dangereux ». Mais savons nous vraiment ce que cache cette phrase apprise dans nos écoles militaires et de science politique et souvent reprise sans en connaître vraiment la consistance dans les lectures et discours de défense ? Avons-nous l'impression de tout maîtriser ou de mieux nous cacher en prononçant ces mots comme quand on parle partout d'« excellence » pour mieux cacher les erreurs « impossibles » ?

Mais une chose est certaine : il n'est pas pensable de laisser ce territoire à feu et à sang et laisser le président syrien éternellement jouer à *Schlemiel* et une intervention armée reste encore possible.

Ce soir j'ai une intuition de peur mondiale. Peur de l'attitude de la Russie, peur du manque de pistes de négociation des puissances occidentales, peur du dirigeant syrien, peur surtout pour le monde.

Depuis 42 ans, je me souviens toujours des paroles d'une religieuse jurassienne qui nous rappelait la révélation divulguée lors d'une sainte apparition : la France connaîtra un grand monarque qui s'appellera François, la Russie se démocratisera et une nouvelle guerre

mondiale et nucléaire se déclencherà à l'Est avec la présence des forces russes (et non soviétiques) au bord de la méditerranée. Espérons que pour ce troisième point elle se sera trompée et espérons que le nouveau secrétaire général de l'ONU saura avancer les bonnes cartes de prises de décision.